

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10075]

**5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 4, 51, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, 143 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de jour;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 octobre 2013 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-03 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.986/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant que les services d'accompagnement peuvent être mandatés par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou par le directeur de la protection de la jeunesse en vertu de l'article 35, § 4, ou de l'article 53, § 1<sup>er</sup>, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant qu'à Bruxelles, les services agréés sont directement mandatés par le tribunal de la jeunesse pour la prise en charge d'enfants en danger en vertu de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse et que, dans ces hypothèses, le service mandaté rend son rapport au tribunal de la jeunesse, s'agissant de l'autorité mandante;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse,

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement, dans le cadre de la prise en charge des enfants en difficulté et en danger visés aux articles 20 et 38 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> service : le service d'accompagnement;

2<sup>o</sup> nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément;

arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

**Art. 2.** Le service d'accompagnement a pour mission d'apporter une aide à l'enfant, à sa famille et à ses familiers dans le milieu de vie.

L'accompagnement peut être réalisé par la mise en œuvre des missions suivantes :

1<sup>o</sup> la mission psycho-socio-éducative;

2<sup>o</sup> la mission socio-éducative;

3<sup>o</sup> la mission intensive.

Le service développe une méthodologie spécifique d'accompagnement dans le cadre soit de la mission psycho-socio-éducative soit de la mission socio-éducative et éventuellement, de façon complémentaire, dans le cadre de la mission intensive.

La mission psycho-socio-éducative et la mission socio-éducative ne sont pas cumulables.

Dans le cadre de la mission psycho-socio-éducative ou de la mission socio-éducative, le service peut assurer le relais d'une réinsertion familiale organisée par un autre service agréé.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le mandat précise l'identité de l'enfant, la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

Le service ne peut exécuter un mandat dont l'objet porte sur des investigations, études sociales ou examens médico-psychologiques, destinés à éclairer l'autorité mandante sur la mesure à prendre.

§ 2. L'arrêté d'agrément détermine le nombre de mandats agréés, par type de mission.

§ 3. À partir de la réception du mandat, le service d'accompagnement dispose d'un délai de 7 jours ouvrables maximum pour communiquer sa décision d'accepter ou de refuser le mandat.

TITRE II. — *Mission psycho-socio-éducative*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Mission et conditions particulières d'agrément*

**Art. 4.** La mission psycho-socio-éducative consiste à apporter à l'enfant, sa famille et ses familiers un accompagnement social, éducatif et psychologique dans le milieu de vie et, le cas échéant, à apporter, à la suite de cet accompagnement, une aide spécifique à l'enfant en résidence autonome.

Cette mission vise principalement les difficultés relationnelles rencontrées par l'enfant, sa famille et ses familiers. Elle vise également à améliorer les conditions d'éducation de l'enfant quand elles sont compromises soit par le comportement de l'enfant lui-même, soit par les difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs obligations par les personnes qui assument en droit ou en fait l'hébergement de l'enfant.

Le nombre de mandats agréés est de 18 au moins.

**Art. 5.** La durée du mandat est de maximum 6 mois, renouvelable plusieurs fois.

Au-delà de 3 renouvellements, le mandat ne peut être renouvelé qu'à titre exceptionnel et par décision spécialement motivée.

**Art. 6.** Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant.

Dans le cadre d'une mission de relais de réinsertion familiale, l'autorité mandante peut confier un mandat simultanément à un autre service agréé et au service d'accompagnement pendant 1 mois maximum.

**Art. 7.** Le service adresse à l'autorité mandante au moins un premier rapport au plus tard à la moitié du mandat et un autre rapport au moins 5 jours avant l'échéance du mandat.

Ce rapport contient une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée.

En cas de renouvellement, le service adresse un rapport à l'autorité mandante au moins 5 jours avant la fin du renouvellement.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

CHAPITRE 2. — *Subventions pour frais de personnel*

**Art. 8.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° pour 18 mandats agréés: 3 équivalents temps plein :

a) 1 directeur barème B;

b) 1 administratif;

c) 1 titulaire d'un master, 1 assistant social, assistant en psychologie ou éducateur classe 1, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

2° pour 30 mandats agréés : 4 équivalents temps plein :

a) 1 directeur barème B;

b) 1 administratif;

c) 1 titulaire d'un master, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

d) 1 assistant social, assistant en psychologie ou éducateur classe 1;

3° pour 40 mandats agréés : 5 équivalents temps plein :

a) 1 directeur barème B;

b) 1 administratif;

c) 1 titulaire d'un master, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

d) 2 assistants sociaux, assistants en psychologie ou éducateurs classe 1;

4° pour 52 mandats agréés : 6 équivalents temps plein :

a) 1 directeur barème B;

b) 1 administratif;

c) 1,5 titulaire d'un master, dont au moins 1 titulaire d'un master en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

d) 2,5 assistants sociaux, assistants en psychologie, éducateurs classe 1 ou au maximum 1 éducateur classe 2 A comptant au moins 5 ans dans une fonction d'éducateur dans un service agréé;

5° pour 66 mandats agréés : 7 équivalents temps plein :

a) 1 directeur barème B;

b) 1 administratif;

c) 1,5 titulaire d'un master, dont au moins 1 titulaire d'un master en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

d) 3,5 assistants sociaux, assistants en psychologie, éducateurs classe 1 ou au maximum 2 éducateurs classe 2A comptant au moins 5 ans dans une fonction d'éducateur dans un service agréé.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

CHAPITRE 3. — *Subventions pour frais de fonctionnement*

**Art. 9.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes de référence suivantes :

- 1° pour 18 mandats agréés : 27.534 euros;
- 2° pour 30 mandats agréés : 29.536 euros;
- 3° pour 40 mandats agréés : 37.545 euros;
- 4° pour 52 mandats agréés : 52.210 euros;
- 5° pour 66 mandats agréés : 56.777 euros.

TITRE III. — *Mission socio-éducative*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Mission et conditions particulières d'agrément*

**Art. 10.** La mission socio-éducative consiste à apporter à l'enfant, sa famille et ses familiers une aide éducative dans le milieu de vie et à apporter une aide à l'enfant en résidence autonome.

Cette mission vise toute forme d'aide ou d'action éducative permettant d'améliorer les conditions d'éducation de l'enfant quand elles sont compromises soit par le comportement de l'enfant lui-même, soit par les difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs obligations par les personnes qui assument en droit ou en fait l'hébergement de l'enfant.

Le nombre de mandats agréés est de 13 au moins.

**Art. 11.** La durée du mandat est de maximum 6 mois, renouvelable plusieurs fois.

Au-delà de 3 renouvellements, le mandat ne peut être renouvelé qu'à titre exceptionnel et par décision spécialement motivée.

**Art. 12.** Un mandat peut concerner plusieurs enfants s'ils ont la même résidence et sont issus d'une même fratrie, sans pouvoir concerner plus de 3 enfants.

Dans le cadre d'une mission de relais de réinsertion familiale, l'autorité mandante peut confier un mandat simultanément à un autre service agréé et au service d'accompagnement pendant 1 mois maximum.

**Art. 13.** Le service adresse à l'autorité mandante au moins un premier rapport au plus tard à la moitié du mandat et un autre rapport au moins 5 jours avant l'échéance du mandat.

Ce rapport contient une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée.

En cas de renouvellement, le service adresse un rapport à l'autorité mandante au moins 5 jours avant la fin du renouvellement.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

CHAPITRE 2. — *Subventions pour frais de personnel*

**Art. 14.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

- 1° pour 13 mandats agréés : 5 équivalents temps plein :
  - a) 2,5 assistants sociaux, assistants en psychologie ou éducateurs classe 1;
  - b) 0,5 psycho-social;
  - c) 0,5 administratif;
  - d) 0,5 technique;
  - e) 1 directeur barème B;
- 2° au-delà de 13 mandats agréés, en plus des normes fixées au 1° :
  - a) 0,5 assistant social, assistant en psychologie ou éducateur classe 1 pour 2 mandats, y inclus, à partir de 26 mandats, 1 coordinateur barème A parmi les éducateurs;
  - b) 0,25 psycho-social pour 6 mandats;
  - c) 0,25 administratif pour 6 mandats;
  - d) 0,25 technique pour 6 mandats, avec un maximum de 0,5.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut être remplacé par un coordinateur barème A.

CHAPITRE 3. — *Subventions pour frais de fonctionnement*

**Art. 15.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes de référence suivantes :

- 1° jusqu'à 13 mandats agréés : 2.462 euros par mandat;
- 2° au-delà de 13 mandats agréés : 1.743 euros par mandat.

TITRE IV. — *Mission intensive*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Missions et conditions particulières d'agrément*

**Art. 16.** De manière complémentaire à la mission psycho-socio-éducative ou à la mission socio-éducative, le service peut assurer une mission d'accompagnement intensif de l'enfant, de sa famille et de ses familiers dans le milieu de vie, lorsque la prise en charge d'un enfant de 0 à 6 ans en situation de négligence grave, potentielle ou avérée, ou de maltraitance, s'avère nécessaire.

Cette mission d'accompagnement intensif peut aussi être exercée dans le cadre d'une situation d'urgence.

Cette intervention prend en compte l'ensemble de la problématique familiale et vise à offrir :

- 1° une alternative à l'hébergement hors du milieu de vie tout en tenant compte de la situation de négligence ou de maltraitance de l'enfant;

2° un relais lorsqu'aucun autre service n'est en mesure d'apporter l'aide adéquate;

3° une prise en charge d'urgence.

Le nombre de mandats agréés est de 6 au moins.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant.

§ 2. La prise en charge d'urgence débute dans les vingt-quatre heures de la réception du mandat.

§ 3. La durée du mandat est de 3 mois maximum, renouvelable une fois, et, pour la prise en charge d'urgence, de 15 jours maximum, non renouvelable.

§ 4. L'autorité mandante motive l'intensité de l'intervention qui est de 5 heures au moins par semaine et de 3 heures au moins par semaine au cours du dernier mois d'intervention.

Lorsque le service est mandaté pour plusieurs enfants ayant la même résidence, l'intensité de l'intervention doit s'entendre par famille et non par enfant.

§ 5. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante chaque mois et un rapport au moins 5 jours avant l'échéance du mandat.

Ce rapport contient une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée.

En cas de renouvellement, le service adresse un rapport à l'autorité mandante au moins 5 jours avant la fin du renouvellement.

Pour les prises en charge d'urgence, le service adresse un rapport à l'autorité mandante au plus tard le jour ouvrable qui précède l'échéance du mandat.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

**Art. 18.** Suivant les nécessités du projet éducatif et à titre exceptionnel, le ministre peut, pour l'exercice de la mission d'accompagnement intensif, agréer une ou plusieurs petites unités décentralisées, dénommées «antennes».

#### CHAPITRE 2. — *Subventions pour frais de personnel*

**Art. 19.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° pour 6 mandats agréés :

a) 0,5 titulaire d'un master;

b) 1,5 assistants sociaux, assistants en psychologie ou éducateurs, dont maximum 1 détenteur d'un diplôme de puériculture;

2° pour 12 mandats agréés :

a) si la mission est exercée par une antenne :

i. 1 titulaire d'un master;

ii. 3 assistants sociaux, assistants en psychologie ou éducateurs, dont maximum 1 détenteur d'un diplôme de puériculture;

iii. 0,5 rédacteur;

b) si la mission n'est pas exercée par une antenne :

i. 1 titulaire d'un master;

ii. 3 assistants sociaux, assistants en psychologie ou éducateurs, dont maximum 1 détenteur d'un diplôme de puériculture, avec faculté de désigner un coordinateur barème A;

iii. 0,25 rédacteur.

#### CHAPITRE 3. — *Subventions pour frais de fonctionnement*

**Art. 20.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service à concurrence de 2.843 euros par mandat agréé.

#### TITRE V. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et à l'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative, modifié par l'arrêté du 10 octobre 2013, est abrogé.

§ 2. Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté visé au paragraphe 1<sup>er</sup> sont agréés de plein droit en tant que service d'accompagnement exerçant la mission psycho-socio-éducative, sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 octobre 2013 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative est abrogé.

§ 2. Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté visé au paragraphe 1<sup>er</sup> sont agréés de plein droit en tant que service d'accompagnement exerçant la mission socio-éducative, sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de jour, modifié par l'arrêté du 17 juin 2004, est abrogé.

§ 2. Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté visé au paragraphe 1<sup>er</sup> sont agréés de plein droit en tant que service d'accompagnement exerçant la mission socio-éducative, sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

**Art. 24.** Les services visés aux articles 21, § 2, 22, § 2, et 23, § 2, se conforment aux conditions particulières du présent arrêté pour le 31 décembre 2019 au plus tard.

**Art. 25.** Pour les services visés aux articles 21, § 2, 22, § 2, et 23, § 2, qui bénéficiaient, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un nombre d'équivalents temps plein supérieur à celui établi sur la base des normes fixées par le présent arrêté, ce nombre est maintenu et pris en compte pour l'octroi des subventions pour frais de personnel jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire.

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 27.** Le Ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et  
de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10075]

#### 5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 35, § 4, 51, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige voorlichting;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2013 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de dienst voor hulpverlening en educatief optreden;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 162-03 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.986/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de begeleidingsdiensten kunnen worden gemachtigd door de adviseur van hulpverlening aan de jeugd of door de directeur van jeugdbescherming krachtens artikel 35, § 4 of artikel 53, § 1 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat in Brussel de erkende diensten rechtstreeks door de jeugdrechtbank worden gemachtigd om de zorg voor kinderen in gevaar op zich te nemen krachtens de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren en het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, inzake hulpverlening aan jongeren en dat, in deze gevallen, de opdracht dienst zijn verslag overmaakt aan de jeugdrechtbank, zijnde de opdrachtgever;

Overwegende dat de betrokkenen van de in dit decreet bedoelde diensten aan het beroepsgeheim zijn gebonden, krachtens artikel 157 van voornoemd decreet;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd,

Na beraadslaging,

Besluit :

#### TITEL I. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit heeft tot doel om de bijzondere voorwaarden te bepalen voor de erkenning en subsidiëring van de begeleidingsdiensten, in het kader van de zorg voor kinderen in moeilijkheden en in gevaar, bedoeld in de artikelen 20 en 38 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

3<sup>o</sup> dienst: de begeleidingsdienst;

4° aantal erkende mandaten: het aantal mandaten dat de dienst tegelijk kan opnemen krachtens zijn erkenning; besluit van 5 december 2018: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

**Art. 2.** De begeleidingsdienst heeft als opdracht hulp te verlenen aan het kind, zijn familie en zijn vertrouwenspersonen in de leefwereld.

De begeleiding kan verwezenlijkt worden door de uitvoering van de volgende opdrachten:

4° de psychosociale educatieve opdracht;

5° de socio-educatieve opdracht;

6° de intensieve opdracht.

De dienst ontwikkelt een specifieke begeleidingsmethodiek in het kader van ofwel de psychosociale educatieve opdracht ofwel de socio-educatieve opdracht en eventueel bijkomend in het kader van de intensieve opdracht.

De psychosociale educatieve opdracht en de socio-educatieve opdracht zijn niet cumuleerbaar.

In het kader van de psychosociale educatieve of de socio-educatieve opdracht kan de dienst zorgen voor de overgang naar een re-integratie in de familie, georganiseerd door een andere erkende dienst.

**Art. 3. § 1.** Het mandaat verduidelijkt de identiteit van het kind, de opdracht die aan de dienst werd toevertrouwd, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doelstellingen, de motieven en de duur.

De dienst kan geen mandaat uitoefenen waarvan het onderwerp op onderzoekactiviteiten, sociale studies of medico-psychologische onderzoekactiviteiten betrekking heeft, bedoeld om de opdrachtgever duidelijkheid te geven over de te nemen maatregel.

§ 2. Het erkenningsbesluit bepaalt het aantal erkende mandaten per type opdracht.

§ 3. De begeleidingsdienst heeft vanaf de ontvangst van het mandaat maximaal 7 werkdagen om zijn beslissing omtrent aanvaarding of weigering van het mandaat, mee te delen.

## TITEL II. — *Psychosociale educatieve opdracht*

### HOOFDSTUK 1. — *Opdracht en bijzondere voorwaarden voor erkenning*

**Art. 4.** De psychosociale educatieve opdracht bestaat uit het verlenen van sociale, educatieve en psychologische begeleiding aan het kind, zijn familie en zijn vertrouwenspersonen in de leefwereld, en, desgevallend, na deze begeleiding, het aanbieden van specifieke hulpverlening aan het kind bij het zelfstandig wonen.

Deze opdracht is voornamelijk gericht op de relationele moeilijkheden die het kind, zijn familie en zijn vertrouwelingen ervaren. Zij heeft eveneens tot doel de opvoedingsvoorwaarden voor het kind te verbeteren wanneer deze worden in het gedrang gebracht worden ofwel door het gedrag van het kind zelf, ofwel door de moeilijkheden die de personen die het kind juridisch of feitelijk opvangen ondervinden in de uitvoering van hun verplichtingen.

Het aantal erkende mandaten bedraagt minstens 18.

**Art. 5.** De maximumduur van het mandaat is 6 maanden, meerdere malen verlengbaar.

Na 3 verlengingen kan het mandaat enkel bij wijze van uitzondering en met b gemotiveerde beslissing worden verlengd.

**Art. 6.** Een mandaat kan maar op een kind betrekking hebben.

De opdrachtgever kan in het kader van een opdracht tot overgang naar re-integratie in het gezin tegelijkertijd een mandaat toevertrouwen aan een andere erkende dienst en aan de begeleidingsdienst gedurende maximaal 1 maand.

**Art. 7.** De dienst maakt minstens een eerste verslag over aan de opdrachtgever ten laatste op de helft van het mandaat en een ander verslag ten minste 5 dagen voor de vervaldag van het mandaat.

Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de geboden hulp.

In geval van verlenging maakt de dienst ten minste 5 dagen voor het einde van de verlenging een verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een bijkomend verslag vragen.

### HOOFDSTUK 2. — *Subsidies voor personeelskosten*

**Art. 8.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand:

6° voor 18 erkende mandaten: 3 voltijdse equivalenten:

d) 1 directeur weddeschaal B;

e) 1 administratief medewerker;

f) 1 houder van een masterdiploma, 1 maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1, waarvan minstens 0,5 houder van een masterdiploma in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen;

7° voor 30 erkende mandaten: 4 voltijdse equivalenten:

e) 1 directeur weddeschaal B;

f) 1 administratief medewerker;

g) 1 houder van een masterdiploma, waarvan minstens 0,5 houder van een masterdiploma in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen;

h) 1 maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1;

8° voor 40 erkende mandaten: 5 voltijdse equivalenten:

e) 1 directeur weddeschaal B;

f) 1 administratief medewerker;

g) 1 houder van een masterdiploma, waarvan minstens 0,5 houder van een masterdiploma in de toegepaste psychologie of in psychologische wetenschappen;

h) 2 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie of opvoeders klasse 1;

9° voor 52 erkende mandaten: 6 voltijdse equivalenten:

e) 1 directeur weddeschaal B;

f) 1 administratief medewerker;

g) 1,5 houder van een masterdiploma, waarvan minstens 1 houder van een masterdiploma in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen;

h) 2,5 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie, opvoeders klasse 1 of maximum 1 opvoeder klasse 2 A die minstens 5 jaar ervaring heeft in een functie als opvoeder in een erkende dienst;

10° voor 66 erkende mandaten: 7 voltijdse equivalenten:

e) 1 directeur weddeschaal B;

f) 1 administratief medewerker;

g) 1,5 houder van een masterdiploma, waarvan minstens 1 houder van een masterdiploma in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen;

h) 3,5 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie, opvoeders klasse 1 of maximum 2 opvoeders klasse 2 A die minstens 5 jaar in een functie van opvoeder in een erkende dienst hebben.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018, kan de directeur, op verzoek van de inrichtende macht, door een coördinator weddeschaal A worden vervangen.

#### HOOFDSTUK 3. — *Subsidies voor werkingskosten*

**Art. 9.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen:

6° voor 18 erkende mandaten: 27.534 euro;

7° voor 30 erkende mandaten: 29.536 euro;

8° voor 40 erkende mandaten: 37.545 euro;

9° voor 52 erkende mandaten: 52.210 euro;

10° voor 66 erkende mandaten: 56.777 euro.

#### TITEL III. — *Socio-educatieve opdracht*

##### HOOFDSTUK 1. — *Opdracht en bijzondere voorwaarden voor erkenning*

**Art. 10.** De socio-educatieve opdracht bestaat in het aanbieden van educatieve hulpverlening aan het kind, zijn familie en zijn leeftijdgenoten in de leefwereld en het aanbieden van hulpverlening aan het kind bij het zelfstandig wonen.

Deze opdracht beoogt elke vorm van hulpverlening of educatieve actie die de educatieve voorwaarden van het kind kan verbeteren wanneer deze in het gedrang worden gebracht ofwel door het gedrag van het kind zelf, ofwel door de moeilijkheden die de personen die het kind juridisch of feitelijk opvangen ondervinden in de uitvoering van hun verplichtingen.

Het aantal erkende mandaten bedraagt minstens 13.

**Art. 11.** De maximumduur van het mandaat is 6 maanden, meerdere malen verlengbaar.

Na 3 verlengingen kan het mandaat enkel bij wijze van uitzondering en bij speciaal gemotiveerde beslissing worden verlengd.

**Art. 12.** Een mandaat kan betrekking hebben op meerdere kinderen indien ze op hetzelfde adres wonen en broers en zussen zijn, zonder dat het betrekking kan hebben op meer dan 3 kinderen.

De opdrachtgever kan in het kader van een opdracht tot overgang naar re-integratie in het gezin tegelijkertijd een mandaat toevertrouwen aan een andere erkende dienst en aan de begeleidingsdienst gedurende maximaal 1 maand.

**Art. 13.** De dienst maakt minstens een eerste verslag over aan de opdrachtgever ten laatste in de helft van het mandaat en een ander verslag minstens 5 dagen voor de vervaldag van het mandaat.

Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de geboden hulpverlening.

In geval van verlenging maakt de dienst ten minste 5 dagen voor het einde van de verlenging een verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een bijkomend verslag vragen.

##### HOOFDSTUK 2. — *Subsidies voor personeelskosten*

**Art. 14.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand:

3° voor 13 erkende mandaten: 5 voltijdse equivalenten:

f) 2,5 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie of opvoeders klasse 1;

g) 0,5 psychosociaal medewerker;

h) 0,5 administratief medewerker;

i) 0,5 technisch medewerker;

j) 1 directeur weddeschaal B;

4° boven 13 erkende mandaten, naast de normen die onder 1° zijn vastgesteld:

e) 0,5 maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1 voor 2 mandaten, met inbegrip van 1 coördinator weddeschaal A onder de opvoeders vanaf 26 mandaten;

- f) 0,25 psychosociaal medewerker voor 6 mandaten;
- g) 0,25 administratief medewerker voor 6 mandaten;
- h) 0,25 technisch medewerker voor 6 mandaten, met een maximum van 0,5.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur worden vervangen door een coördinator weddeschaal A.

#### HOOFDSTUK 3. — *Subsidies voor werkingskosten*

**Art. 15.** De jaarlijkse provisionele subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt toegekend aan de dienst op basis van de volgende normen:

- 3° tot 13 erkende mandaten: 2.462 euro per mandaat;
- 4° boven 13 erkende mandaten: 1.743 euro per mandaat.

#### TITEL IV. — *Intensieve opdracht*

##### HOOFDSTUK 1. — *Oprichtingen en bijzondere voorwaarden voor erkenning*

**Art. 16.** Aanvullend op de psychosociale-educatieve opdracht of de socio-educatieve opdracht, kan de dienst een intensieve begeleidingsopdracht voor het kind, zijn familie en zijn vertrouwenspersonen in de leefwereld waarborgen, wanneer de opvang van een kind van 0 tot 6 jaar in een situatie van ernstige, potentiële of bewezen verwaarlozing of mishandeling, noodzakelijk blijkt.

Deze intensieve begeleidingsopdracht kan ook worden uitgevoerd in het kader van een noodsituatie.

Dit optreden houdt rekening met de algemene familieproblematiek en wil het volgende aanbieden:

4° een alternatieve opvang buiten de leefwereld rekening houdend met de situatie van verwaarlozing of mishandeling van het kind;

5° een overgang wanneer geen enkele andere dienst in staat is om adequate hulp te bieden;

6° een dringende opvang.

Het aantal erkende mandaten bedraagt minstens 6.

**Art. 17.** § 1. Een mandaat kan maar op een kind betrekking hebben.

§ 2. De dringende opvang start binnen de vierentwintig uren vanaf ontvangst van het mandaat.

§ 3. De maximumduur van het mandaat bedraagt 3 maanden, eenmalig verlengbaar en voor de dringende opvang maximum 15 dagen, niet verlengbaar.

§ 4. De opdrachtgever motiveert de intensiteit van het optreden die minstens 5 uren per week bedraagt en minstens 3 uren per week tijdens de laatste maand van de tussenkost.

Wanneer de dienst een mandaat heeft voor meerdere kinderen die op hetzelfde adres wonen, moet de intensiteit van het optreden per gezin en niet per kind uitgedrukt worden.

§ 5. De dienst maakt elke maand een verslag over aan de opdrachtgever en een verslag minstens 5 dagen voor de vervaldag van het mandaat.

Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de geboden hulp.

In geval van verlenging maakt de dienst ten minste 5 dagen voor het einde van de verlenging een verslag over aan de opdrachtgever.

Voor de dringende opvang maakt de dienst uiterlijk op de laatste werkdag die voorafgaat aan de vervaldag van het mandaat een verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een aanvullend verslag vragen.

**Art. 18.** Volgens de noodzaak van het educatieve project en bij wijze van uitzondering kan de minister, voor de uitvoering van de intensieve begeleidingsopdracht, een of meerdere kleine gedecentraliseerde eenheden erkennen, „antennes” genoemd.

##### HOOFDSTUK 2. — *Subsidies voor personeelskosten*

**Art. 19.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand:

3° voor 6 erkende mandaten:

c) 0,5 houder van een masterdiploma;

d) 1,5 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie of opvoeders, waarvan maximum 1 houder van een diploma in kinderverzorging.

4° voor 12 erkende mandaten:

c) indien de opdracht uitgevoerd wordt door een antenne:

iv. 1 houder van een masterdiploma;

v. 3 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie of opvoeders, waarvan maximum 1 houder van een diploma in kinderverzorging.

vi. 0,5 redacteur;

d) indien de opdracht niet door een antenne wordt uitgevoerd:

iv. 1 houder van een masterdiploma;

v. 3 maatschappelijk assistenten, assistenten in de psychologie of opvoeders, waarvan maximum 1 houder van een diploma in kinderverzorging, met de mogelijkheid om een coördinator weddeschaal A aan te duiden.

vi. 0,25 redacteur.



HOOFDSTUK 3. — *Subsidies voor werkingskosten*

**Art. 20.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend ten belope van 2.843 euro per erkend mandaat.

TITEL V. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 21.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige voorlichting, gewijzigd bij besluit van 10 oktober 2013, wordt opgeheven.

§ 2. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit bedoeld in paragraaf 1, zijn van rechtswege erkend als begeleidingsdienst die de psychosociale educatieve opdracht uitvoert, op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 22.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2013 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de dienst voor hulpverlening en educatief optreden, wordt opgeheven.

§ 2. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit bedoeld in paragraaf 1, zijn van rechtswege erkend als begeleidingsdienst die de sociaal-educatieve opdracht uitvoert, op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 23.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra, gewijzigd bij besluit van 17 juni 2004, wordt opgeheven.

§ 2. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit bedoeld in paragraaf 1, zijn van rechtswege erkend als begeleidingsdienst die de sociaal-educatieve opdracht uitvoert, op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 24.** De diensten bedoeld in de artikelen 21, § 2, 22, § 2 en 23, § 2 stellen zich uiterlijk op 31 december 2019 in regel met de bijzondere voorwaarden van dit besluit.

**Art. 25.** Voor de diensten bedoeld in de artikelen 21, § 2, 22, § 2 en 23, § 2, die voor de inwerkingtreding van dit besluit een hoger aantal voltijdse equivalenten genoten dan het aantal vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en wordt hiermee rekening gehouden voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

**Art. 27.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuhuizen, Sport en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10076]

**5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement des prototelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, §§ 4 et 6, 143 et 149 ;

Vu l'article 34 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prototelle ;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 162-04 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018 ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis n° 63.987/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;